

Macronistes, mélenchonistes et droits sociaux : les masques tombent...

écrit par Maxime | 16 janvier 2019



Je souhaiterais attirer l'attention des lecteurs sur deux articles très révélateurs à propos de l'idée selon laquelle la vraie gauche serait incarnée par Macron, censé être un progressiste, et sa version plus radicale, Mélenchon, qui incarnerait une extrême-gauche censée défendre les droits sociaux de tous si bien que Mélenchon serait le principal opposant de Macron.

On voit sur le terrain qu'il n'en est rien. Les liens entre Macron le libéral à l'anglo-saxonne et Mélenchon censé être un homme de gauche à la française sont en réalité très forts. Mélenchon ne peut pas prétendre être une alternative politique à Macron. De nombreux articles ont souligné les contradictions de Mélenchon, par exemple face au mouvement des gilets jaunes.

En ce qui concerne les militants issus de la mouvance socialiste, les médias ont parlé d'une « équipe de Poitiers » formé notamment de Houlié, Taché et Séjourné.

Après les « on » de la présidentielle (Mélenchon, Macron, Fillon, Hamon), qui avaient en commun d'être anti-Le Pen,

vient le temps de « é » de LREM, pour désigner ces jeunes trentenaires qui ont bénéficié d'un effet d'aubaine grâce à la victoire de Macron pour se faire un nom en politique et occuper les postes les plus prestigieux de la « république en marche ».

<https://www.lejdd.fr/Politique/en-marche-la-petite-bande-qui-a-gace-edouard-philippe-3740579>

Si Macron ne cesse de faire état de la nécessité de faire des « efforts », de récompenser « l'effort » et de pointer du doigt ceux qui n'auraient pas le goût de l'effort pour expliquer qu'ils soient les perdants de sa politique, force est de constater que cette attitude contraste avec le recrutement de son entourage politique.

Un article de la « nouvelle république » du 16 décembre 2018 (<https://www.lanouvellerepublique.fr/poitiers/jade-dousselin-plaide-dans-la-cour-des-grands>) évoque ainsi le cas d'une certaine Jade Dousselin, avocate de son état, qui faisait partie de la « bande de Poitiers » comme disent les médias (cette appellation suggère d'ailleurs un caractère illicite, malhonnête ou juvénile : « banque de copains » ou « bande de coquins », mais passons...).

Le 25 octobre dernier, quelques jours après les perquisitions chez Jean-Luc Mélenchon et ses proches, les avocats de la France insoumise font une conférence de presse diffusée en direct sur les réseaux sociaux. Dans la rangée des avocats, une tête blonde nous rappelle quelqu'un. « On dirait Jade Dousselin, non ? » Dans le précieux répertoire téléphonique de la rédaction, ce nom est en effet associé au numéro d'une ancienne responsable du Mouvement des jeunes socialistes de Poitiers (MJS).

D'abord, on peut se demander s'il n'y a pas une collusion entre la presse et les militants de gauche (ou pseudo-gauche) puisque certains sont dans les « petits papiers » de la

rédaction si l'on comprend bien... On les reconnaît, on a leur numéro, on leur passe un petit coup de fil et on leur fait un papier dans la presse pour accroître leur notoriété, ce qui n'est pas inutile quand on sait que 67000 avocats exercent en France, un chiffre extrêmement élevé qui a pour résultat que beaucoup n'arrivent pas à vivre de leur métier, faute d'avoir assez de clients. Un coup de projecteur, c'est un service rendu. En tous cas, cet article permet de constater que l'inclusion dans un réseau gauchiste aide, là où la Déclaration de 1789 voulait faire la promotion du talent et du mérite individuel et éviter que la promotion sociale se fasse par la famille (notion absente de ce texte, dans un contexte au surplus de suppression des privilèges), fût-elle politique. La suppression des corporations, l'interdiction même de s'associer proclamés dans les loi le Chapelier et décret d'Allarde allaient en ce sens. C'était censé être des mesures de gauche. Or, la gauche actuelle joue de ses réseaux de manière assez contradictoire avec sa supposée promotion du mérite indépendamment de son milieu social, « l'égalité des chances ».

Camarade de Sacha Houlié et avocate de Mélenchon

A l'époque, en 2006, Jade Dousselin bloquait la fac avec ses camarades Sacha Houlié, Jules Aimé ou Stéphane Séjourné. Les étudiants poitevins étaient en pointe dans la lutte contre le contrat première embauche (CPE), qui conduira à l'abrogation de la loi. Aujourd'hui, les uns sont députés LREM, conseiller du président Macron, prof d'histoire-géo et élu municipal. Jade Dousselin, elle, est avocate au barreau de Paris, à la tête de deux dossiers brûlants : l'affaire du lait infantile contaminé de Lactalis, et celle des assistantes parlementaires de Mélenchon au parlement européen.

Donc Macron a recruté des gens qui « bloquaient la fac » donc empêchaient les autres étudiants et le personnel de travailler dans les locaux universitaires. Et c'est aujourd'hui le même homme

qui envoie les forces de l'ordre contre les gilets jaunes censés être des perturbateurs. Les « bloqueurs de fac » n'en sont-ils pas aussi à leur façon ? La liberté du travail et de l'industrie fait partie de nos libertés fondamentales pourtant...

Pour avoir subi de tels blocages, je sais à quel point ils inquiétaient certains qui avaient en parallèle un job d'étudiant rendant leur emploi du temps très peu flexible et ne leur permettant pas de se livrer à cette petite plaisanterie avec le sourire... ou d'autres qui enchaînaient leur année universitaire avec des CDD pour pouvoir payer leur loyer et leur alimentation pour la rentrée suivante et ne pouvaient pas se permettre un décalage des dates d'examen, sauf à devoir renoncer à leur contrat de travail. Le blocage des facs, c'est ça, aussi.

On veut bien croire que Dousselin ne soit plus la militante qu'elle fut, qu'elle est passée... aux choses sérieuses, qu'elle soit désormais dans « la cour des grands », comme titre la NR. Mais les faits semblent le démentir, ou à tout le moins, on peut être étonné que l'un de ses premiers dossiers porta sur un sujet cher aux gauchistes. **L'avocat chez qui elle travaillait n'était-il pas par hasard un peu beaucoup issu de sa sphère politique ?**

*Depuis, elle a mis le militantisme en sourdine. Une autre passion l'anime. Son premier stage chez un avocat l'a convaincue que la robe noire était taillée pour elle. « **IL m'a fait travailler sur la plainte en diffamation du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), contre Brice Hortefeux pour des propos sur les Auvergnats et les Arabes**(N.D.L.R. : l'ancien ministre a été relaxé) », raconte-t-elle. Justice, affaires, politique, médias, elle a trouvé son créneau.*

L'impression que « la Nouvelle république » n'est pas franchement neutre quand elle fait le portrait laudateur de

Dousselin se confirme avec un dernier paragraphe :

Droit et politique mêlés

Le dossier Mélenchon arrivera lui aussi par hasard. « Je connaissais son avocat. Quand j'ai vu le truc des perquisitions, je lui ai envoyé un SMS pour lui souhaiter bon courage. » Quelques heures après, le même l'appelle pour lui demander d'assister les ex-collaboratrices de Mélenchon au parlement européen, pendant leur audition devant les enquêteurs spécialisés de Nanterre. *« Ils étaient débordés par l'ampleur des perquisitions et avaient besoin d'une pénaliste. »* Sa connaissance du fonctionnement des institutions et des partis politiques fera le reste. Après la conférence de presse en direct, elle rejoint officiellement le pool des avocats de la France insoumise. Le droit et la politique mêlés, exactement ce qu'elle voulait faire.

Voilà une conception bien hasardeuse du hasard!!! J'envoie un SMS et hop, je récupère le dossier... tu parles d'une manne ! Faut-il vraiment que le journaliste soit naïf pour ignorer une règle élémentaire de l'entregent, de la culture du réseau professionnel, politique... ?

Rien de tel aussi pour se faire connaître que de se montrer à la télévision. C'est plus facile quand on fait partie du « camp du bien », celui qui a un droit d'antenne. Jade Dousselin n'est pas Evelyne Jouslin, expulsée du plateau de BFM TV pour ses propos sur l'islam.

« J'ai été appelée pour des interventions sur CNEWS, puis LCI. Ils avaient besoin d'une pénaliste pour commenter l'affaire Jonathann Daval. A priori, je suis réactive et plutôt à l'aise sur un plateau, et comme ils ont besoin d'intervenantes féminines, j'ai été souvent rappelée pour apporter un éclairage juridique. » Au point de devenir une « experte » régulière sur les deux chaînes de la TNT.

N'est-ce pas de nature à expliquer aussi la colère de « gilets

jaunes » contre les médias ?

Enfin, cerise sur le gâteau. De nouveaux conseils des prud'hommes ont jugé que les ordonnances Macron sont attentatoires aux droits sociaux de l'OIT et même la charte sociale européenne...

Là où les juridictions les plus élevées de la hiérarchie (Conseil constitutionnel, Conseil d'Etat) ont fait en sorte de neutraliser la dissidence en validant la réforme de Macron fixant à des niveaux très bas les indemnités de licenciement, des conseils de prud'hommes, au premier niveau juridictionnel, disent non. Essentiellement issus de la société civile, du peuple, ils refusent d'entériner ce texte et utilisent les textes internationaux pour y parvenir.

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-190858-opinion-le-bareme-dindemnisat-ion-le-bareme-dindemnisat-ion-prudhomale-une-nouvelle-fois-remis-en-question-2235158.php>

Les conseils des prud'hommes de Troyes, d'Amiens et de Lyon écartent en décembre 2018 l'application du barème d'indemnisation pour licenciement infondé. Ce barème serait contraire aux principes d'indemnisation « adéquate » et de réparation « appropriée » pour tout licenciement sans motif valable, tels que préconisés par la Convention internationale de l'OIT et la Charte sociale européenne.

Cette jurisprudence est audacieuse car le très internationaliste – mondialiste – et européiste Macron préfère sans doute les traités à la loi française...

Il est en tous cas notable de constater que la « bande de Poitiers » réunie autour de la soi-disant gauche, anti-CPE, anti-précarité au travail, se retrouve finalement, au moins pour les macronistes, autour d'un homme qui porte un projet anti-social. Si ça, ce n'est pas de l'ambition sans état d'âme, de quoi d'autre peut-il bien s'agir ?

Enfin, on a bien l'impression que Macron et Mélenchon recrutent dans les mêmes réseaux politiques locaux. En revanche, il semble aussi difficile de trouver un militant RN, Debout la République ou Parti de la France chez Mélenchon ou Macron qu'une aiguille dans une botte de foin...